

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES
DIRECTION LOGISTIQUE ET INFORMATIQUE
92, AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES**

**MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE MULTI
TECHNIQUES DES INSTALLATIONS DE LA CPAM DES YVELINES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

CONSULTATION N°2026.78.3.2.1.004.00.00.00

Etabli en application du Code de la Commande Publique, en application de l'Article L.2124-2 de ce dernier et de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale.












**LA PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE EST UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES
OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-1 ET SUIVANTS DU
CODE PRÉCITÉ**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte 28 feuillets,
Numérotés de 1 à 28 et deux annexes









SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	4
2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
3. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ.....	7
4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
5. OBLIGATIONS DE LA CPAM DES YVELINES.....	12
6. DÉFINITIONS DES PRESTATIONS DU MARCHÉ.....	13
7. BON DE COMMANDE	17
8. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	18
9. MODALITÉ DE PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURATION	20
10. LES PÉNALITÉS.....	21
11. ASSURANCE	22
12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	22
13. RÉUNION DE DÉMARRAGE DU MARCHÉ	23
14. RÉUNION DU SUIVI DES PRESTATIONS	23
15. SOUS-TRAITANCE.....	24
16. DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	24
17. ÉLECTION DE DOMICILE.....	24
18. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	24
19. RÉSILIATION	25
20. ATTRIBUTION DE JURIDICTION	25
21. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	26
ANNEXE 1 DU CCAP LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	27
ANNEXE 2 DU CCAP CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	28

ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

	Objet du contrat	MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE MULTI TECHNIQUES DES INSTALLATIONS DE LA CPAM DES YVELINES
	Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines
	Type de marché	Accord cadre à bon de commande mono-attributaire
	Procédure	Appel d'offre ouvert
	Structure	Pas d'allotissement
	Lieu d'exécution	L'ensemble des sites mentionnés à l'article 2-3 du présent CCP
	Délai	36 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Prévues dans le CCAP
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Mixte

1. DÉFINITIONS

	CCAP	Le CCAP , ou Cahier des Clauses Administratives Particulières, est le document contractuel regroupant l'ensemble des stipulations d'ordre juridique et financière régissant l'exécution du marché, telles que les conditions de règlement et de financement, les éventuelles garanties, les conditions de livraison, les pénalités, les délais d'exécution, les modalités de vérifications, etc. Ce document, complété par le CCTP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	CCTP	Le CCTP , ou Cahier des Clauses Techniques Particulières, est le document contractuel qui contient toutes les clauses et dispositions techniques relatives à un marché public déterminé. Ces clauses et dispositions techniques déterminent l'ensemble des besoins à satisfaire par le potentiel candidat. Ce document, complété par le CCAP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	RC	Le RC , ou Règlement de la Consultation est un document utilisé dans les procédures de passation des marchés publics. Il complète l'avis d'appel à la concurrence. Il liste notamment les pièces de candidature et d'offre à transmettre par les opérateurs économiques et les critères de jugement des offres utilisés pour l'attribution des marchés et leur pondération.
	AE	L' AE , ou Acte d'Engagement, est le document juridique qui formalise l'engagement du titulaire à exécuter les prestations décrites dans le marché, en accord avec sa proposition technique et financière. Ce document, complété par le CCTP, le CCAP, le BPU et la DPGF, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	DPGF	La DPGF , ou Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, est le document destiné à fournir le détail du prix forfaitaire établi par l'opérateur économique soumissionnaire. Elle est téléchargeable via le dossier de consultation des entreprises (DCE).
	Acheteur	L' acheteur , désigné le pouvoir adjudicateur, est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. Pour éviter les répétitions, les termes « acheteur » et « pouvoir adjudicateur » sont synonymes et seront utilisés dans le présent marché.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme « prestation » vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2-1 Les parties contractantes

- **Le pouvoir adjudicateur :**

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, représenté par Cécile ALOMAR Madame la Directrice Générale.

Adresse et coordonnées :

**CPAM des Yvelines
Secteur Assurances et Marchés
92 Avenue de Paris
78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 33 19**

Courriel : sam.marches.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Dès la notification du contrat, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques pourront être habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- **L'entreprise titulaire :**

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire sera mentionné et nommé dans l'acte d'engagement.

2-2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective multi techniques des équipements et matériels de la CPAM DES YVELINES, à savoir le siège de l'Organisme situé 92 avenue de Paris - 78000 VERSAILLES.

Par ailleurs, le titulaire devra également réaliser des prestations de maintenance sur les sites annexes de la CPAM des Yvelines conformément aux dispositions du CCTP.

Le Titulaire est réputé connaître les lieux de réalisation des prestations pour les avoir visités avant de déposer son offre. En conséquence, chacun fera son affaire personnelle des dispositions de la réglementation en vigueur.

Les prestations sont réalisées selon les prescriptions techniques des Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

Le Titulaire assurera pendant la durée du marché les prestations suivantes :

Sur Versailles :

- Présence d'un agent technique sur site aux conditions fixées à l'article 6-3 C.C.A.P

- Opérations ponctuelles permettant la pérennité du site et la sécurité sur Versailles uniquement: nettoyage des locaux techniques, déneigement, soufflage des feuilles obstruant les caniveaux, ... (liste non exhaustive)
- Relevé mensuel des divers compteurs (électriques, gaz et eau),
- Présence aux réunions périodiques
- Réalisation des opérations d'entretien programmées,
- Contrôles annuels obligatoires de certains équipements,
- Interventions de dépannage en dehors des heures de présence de l'agent technique
- L'envoi et la tenue à jour du planning des opérations de maintenance sous format dématérialisé et consultable sur une plateforme/espace client
- Rapport hebdomadaire des interventions sous format dématérialisé et consultable sur une plateforme/espace client

Sur l'ensemble des sites :

- Entretien et vérification des installations (maintenance préventive réglementaire)
- Réparation de premier niveau des installations (maintenance curative)

La CPAM se réserve la possibilité d'ajouter des prestations (nouvel équipement, nouvelle réglementation, ...) après un délai de prévenance de 15 jours.

2-3 Pièces particulières du marché

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM DES YVELINES fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM 78 fait seul foi,
- Le laissez-passer

2-4 Pièces particulières du marché

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissant :

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les Marchés des Organismes de Sécurité Sociale du régime Général,
- Le code de la commande publique entré en vigueur 01 avril 2019,

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné CCAG/FCS,
- Le code du travail.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

Aucune des réserves qui seraient apportée aux pièces désignées ci-dessus ne sera admise.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre les documents fournis par le Titulaire et les documents du présent marché, ces derniers auront priorité et les clauses s'appliqueront de plein droit.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché.

2-5 Durée et effet du marché

Le présent marché prendra effet le 12 avril 2026 pour une durée initiale de 12 mois. Il pourra être reconduit tacitement jusqu'à deux fois pour une durée totale de 36 mois.

Le terme du présent marché sera donc le 11 avril 2029.

En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur notifiera au Titulaire, deux mois avant la fin de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception, la non reconduction du marché.

Les notifications du marché et des informations seront valablement réalisées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de notification.

3. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

3-1 Procédure de passation

La procédure de passation est celle de l'appel d'offre ouvert en application des Articles L 2124-2 et R 2124-2, R 2161-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

3-2 Structure et forme du marché

Conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique, le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande fixant l'ensemble des stipulations contractuelles.

L'accord-cadre ne stipule pas de montant minimum. En revanche, il établit un montant maximum de 620 000 Euros HT, correspondant aux crédits budgétaires attribués par le pouvoir adjudicateur pour ce marché, qui sera réparti sur la totalité de la durée de celui-ci, soit 36 mois.

La CPAM des Yvelines indique que les montants mentionnés ci-dessus ne constituent pas un engagement contractuel de la part de l'Organisme.

La CPAM des Yvelines prévient les candidats que toute offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués sera rejetée au motif que l'offre sera jugée inacceptable.

Les prestations exécutées dans le cadre du présent marché relèvent d'un marché de services.

3-3 Nantissement – Cession de créances

A la demande du Titulaire, l'Organisme remettra une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « *copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises* ».

3-4 Modification du marché

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours selon les dispositions des Articles R. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les raisons de fermeture d'un site, qu'elle soit temporaire ou définitive, constituent également des raisons de modification du marché.

La modification du marché entraînera l'élaboration d'un avenant en plus ou moins-value au regard des besoins de l'Organisme.

3-5 Non-exclusivité

La CPAM des Yvelines pourra, dans les cas et selon les conditions cumulatives définies ci-après, recourir à des tiers pour certains achats de fournitures lors de l'exécution du présent accord-cadre :

- Fourniture d'un montant supérieur à 5000 € HT l'unité,
- Dans une limite de 10% du montant maximum de la part sur accord-cadre à bon de commande,
- Possibilité de mettre en œuvre la présente clause de non-exclusivité dans le cas où il est démontré par la CPAM des Yvelines, la possibilité d'un achat de la fourniture considérée, ou équivalente, pour un montant inférieur d'au moins 20% par rapport au prix proposé par le titulaire.

La CPAM des Yvelines peut également faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le contrat, aux frais et risques du titulaire, dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du contrat ou aux ordres de services, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par la CPAM des Yvelines.
- En cas de résiliation pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4-1 Les obligations génériques

Le Titulaire s'engage :

- A réaliser les prestations décrites au présent marché,
- A mettre en place les moyens minimums humains et matériels nécessaires à la réalisation de maintenances des installations définies au CCTP,
- A mettre à disposition, en permanence, des agents techniques,
- A respecter les niveaux de performance exigés ; à défaut il supportera les pénalités mentionnées à l'article 10 du présent document,
- A surveiller et conduire les installations techniques décrites dans le CCTP,
- A assurer les opérations d'entretien programmées,
- A assurer les interventions de dépannage en dehors des heures de présence des techniciens,
- A maintenir le stock minimum de pièces de rechange,
- A effectuer ses missions conformément aux règles de l'art et comme un professionnel spécialisé dans le domaine considéré ; il respectera notamment tous les textes et normes en vigueur, DTU, etc.,
- A informer la CPAM 78 de toutes les modifications dans les prescriptions applicables aux équipements, qu'elles soient réglementaires ou simplement conseillées,
- A proposer à la CPAM 78 toute amélioration qui se traduirait par une diminution des coûts, par une économie d'énergie ou par une augmentation de la qualité de prestation,
- A prévenir immédiatement la CPAM 78 de tout fait de nature à mettre en danger la bonne exécution des prestations dont il a la responsabilité,
- A maintenir les locaux techniques dans un état permanent de propreté,
- A respecter les consignes générales et les consignes particulières observées sur le site,
- A être présent aux réunions.

4-2 Les obligations en matière de sécurité

Compte tenu de la nature des prestations, le titulaire est tenu de respecter les dispositions spécifiques en matière de sécurité applicables aux sites d'intervention, qui lui seront communiquées par le pouvoir adjudicateur conformément aux modalités prévues à l'article 5.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) « Fournitures courantes et Services ».

Ces dispositions particulières relatives à la sécurité, qui seront transmises ultérieurement, devront impérativement respecter les obligations énoncées ci-dessous :

- **Respect des Normes et Règlements**

L'exécution des prestations par le Titulaire s'effectuera conformément à l'ensemble des normes, règlements en vigueur, ainsi qu'à ceux qui pourraient le devenir ultérieurement. Le Titulaire s'engage à respecter strictement les consignes et règlements relatifs à la sécurité, ainsi qu'à assurer la maintenance en état des matériels de sécurité (signalisation, dispositifs, matériels, contrôles périodiques). Il devra également veiller au respect des règlements d'hygiène et appliquer les consignes communiquées par les exploitants ou leurs représentants, notamment les services coordinateurs du contrat.

- **Responsabilité en matière de sécurité**

Le Titulaire assume l'entière responsabilité de la sécurité de ses salariés, y compris en cas d'accidents résultant d'un défaut de conception, de réalisation ou d'utilisation des ouvrages provisoires, ou d'un manquement dans l'usage des engins, machines ou outils. Il demeure également responsable de toutes dégradations occasionnées aux ouvrages existants.

- **Sécurité des machines et dispositifs de protection**

Les machines présentant des risques pour le personnel ou les usagers seront évitées dans la mesure du possible. La responsabilité exclusive du Titulaire implique la mise en œuvre de tous dispositifs de protection et d'isolement nécessaires pour garantir la sécurité lors de leur utilisation.

- **Constatation d'anomalies et mesures de sécurité**

En cas de détection d'anomalies susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens, le Titulaire doit immédiatement en avvertir les interlocuteurs désignés par la CPAM des Yvelines. Lorsque la sécurité des usagers ou des agents est potentiellement compromise, notamment par l'emploi de matériaux dangereux, un procès-verbal d'ouverture de chantier doit être établi avant toute intervention. Ce document doit faire l'objet d'un accord entre le Titulaire et les services coordinateurs de la CPAM des Yvelines, et le permis feu doit être obtenu pour toute opération nécessitant une telle procédure (soudure, meulage, etc.), délivré uniquement par les services habilités.

- **Travaux en locaux techniques**

Les travaux similaires, réalisés selon les mêmes modalités, peuvent être exécutés dans les locaux techniques sans restriction particulière.

- **Dispositifs de sécurité et de signalisation**

Le Titulaire doit mettre en place l'ensemble des dispositifs de protection et de signalisation nécessaires lors de l'exécution des travaux ou opérations de maintenance, conformément au décret du 8 janvier 1965 et à ses textes d'application, notamment en ce qui concerne l'accès en hauteur. Il doit également prévoir toutes mesures visant à empêcher l'accès aux personnes et véhicules, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des installations, afin d'assurer la sécurité des intervenants et des usagers.

Il doit fournir, entre autres, le matériel adapté, en assurer la maintenance et veiller à son bon état. Il doit également prévoir et assurer l'accès aux moyens nécessaires à l'accomplissement de ses prestations (nacelles, échafaudages, etc.), en étant responsable de leur utilisation, leur entretien et des dommages éventuels causés au bâtiment.

- **Stockage de produits dangereux**

Le Titulaire s'interdit formellement de stocker des produits dangereux dans l'enceinte des établissements, y compris dans les locaux non accessibles au public. La nécessité d'utiliser de tels produits doit être limitée aux quantités strictement nécessaires à la réalisation des prestations journalières, dans le respect de la réglementation en vigueur.

- **Moyens d'accès**

Les moyens d'accès (clés, badges) indispensables à l'exécution des prestations seront remis au Titulaire par la CPAM des Yvelines. Les modalités de remise et de restitution de ces moyens seront fixées d'un commun accord entre le Titulaire et la CPAM, durant l'exécution du marché.

4-3 Les obligations fiscales et sociales

Le Titulaire ne peut exécuter le marché s'il n'a pas produit les documents suivants :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et au paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'Article L. 243-15, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- Une attestation délivrée par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales,
- Une attestation sur l'honneur arguant de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des Articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail,
- Une attestation d'assurance en matière de responsabilité civile valable du 01/01/2026 au 31/12/2026,

Le Titulaire est tenu, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception d'une demande formelle de l'Organisme, de produire une nouvelle attestation d'assurance. À défaut de la réception dudit document, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 10 du CCAP.

4-4 L'obligation d'information et de conseil

La CPAM des Yvelines n'est pas experte dans le domaine des prestations objet du présent marché. A ce titre, le titulaire devra aviser l'Organisme de toute modification réglementaire applicable aux prestations, objet du présent marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'Organisme les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination,
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations,
- Aux renseignements qu'il a communiqués

Le titulaire devra également conseiller l'acheteur, en lui fournissant toute information jugée utile à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

En l'absence de réponse du Titulaire à toute demande, quelle qu'en soit la nature, durant une période d'une semaine, malgré plusieurs relances par courriel ou téléphone, des pénalités peuvent être appliquées conformément à l'article 10 du CCAP.

4-5 L'obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les annexes dénommées « Livret de sécurité de l'information » et « Contrat de protection des données personnelles ». Ces annexes deviendront contractuelles à la notification du marché.

Par ailleurs, voici les dispositions applicables du CCAG en la matière :

- **Protection des données à caractère personnel**
Les dispositions de l'Article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Obligation de confidentialité**
Les dispositions de l'Article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Mesures de sécurité**
Les dispositions de l'Article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Information des sous-traitants**
Les dispositions de l'Article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**
Les dispositions de l'Article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Protection de l'environnement, sécurité et santé**
Les dispositions de l'Article 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Réparation des dommages**
Les dispositions de l'Article 8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

5. OBLIGATIONS DE LA CPAM DES YVELINES

La CPAM des Yvelines s'engage à :

- Faciliter le travail du personnel du Titulaire,
- Ne pas apporter de retards dans son exécution,
- Ne pas nuire à son efficacité,
- N'entreprendre aucun travail touchant à l'installation sans en informer le Titulaire,
- Mettre à disposition du Titulaire pendant la durée du marché :
 - Une place de stationnement afin de faciliter l'accès au lieu de travail,
 - Un bureau sur le site,
 - Les installations détaillées dans le CCTP.
- Les documents nécessaires à l'exécution des prestations (schémas de principes et plans, notices de fonctionnement, notices d'entretien, etc.).

La CPAM des Yvelines s'engage à laisser pénétrer dans tous les locaux le représentant du Titulaire. Toutefois, certains secteurs étant soumis à des consignes de sécurité particulières, leur accès se fera en présence d'un agent habilité de Versailles (salle serveur, salle de stockage de matériels informatiques, etc.)

La CPAM des Yvelines autorise le Titulaire à équiper éventuellement les installations de dispositifs de son choix, dans la mesure où ces derniers respectent les dispositifs légaux ou réglementaires en la matière et

qu'il prenne en charge les dépenses en résultant et remettre les lieux dans l'état initial à l'expiration du marché.

6. DÉFINITIONS DES PRESTATIONS DU MARCHÉ

6-1 Prestations forfaitaires

Le Titulaire, dans le cadre de son obligation de résultat, met en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer les missions de conduite, maintenance, exploitation, astreinte, dépannage et entretien comme définis dans le CCTP.

Le forfait comprend la fourniture et le remplacement de l'ensemble des consommables (filtre, graisse, huile, visserie, produit de traitement d'eau, produits chimiques d'entretien divers, courroie, ampoule et éclairages divers, robinetterie, matériaux sanitaires, etc.).

Le montant forfaitaire sera précisé dans le DPGF, et le montant total forfaitaire annuel des prestations de maintenance préventive sur l'ensemble des sites devra être indiqué dans l'acte d'engagement.

Pièces détachées : le forfait inclut la fourniture et la main d'œuvre nécessaires pour les pièces de rechange d'un montant unitaire inférieur ou égal à 500 € H.T.

6-2 Prestations hors forfait

La CPAM des Yvelines pourra demander au Titulaire, des prestations en dehors du forfait contractuel (travaux d'extension ou de modification des installations). Dans tous les cas, ces prestations devront faire l'objet d'un devis de la part du Titulaire et d'un ordre de service de la part de l'Organisme. Le devis sera établi sur la base des taux horaires et des coefficients sur fourniture définis dans l'acte d'engagement. Le devis sera systématiquement présenté à la CPAM des Yvelines accompagné d'un justificatif du prix d'achat des fournitures tel que le devis du fournisseur.

Les prestations hors forfait peuvent être :

- La fourniture et la main d'œuvre nécessaires pour le remplacement de pièces ou d'équipement existant dont le montant unitaire est supérieur ou égal à 500 € H.T,
- Des prestations accessoires.

6-3 Mise à disposition d'un agent technique

6-3-1 Présence sur le site de Versailles siège

Le Titulaire mettra un agent technique qualifié type OQ3 minimum, affecté dans les locaux, de 7h30 à 11h30 le lundi, mardi, jeudi et vendredi, pour assurer une gestion des équipements techniques dans les meilleures conditions de manière à éviter tout risque de défaillance technique pouvant provoquer l'arrêt des installations qui, de surcroît, pénaliserait les services rendus aux assurés de l'Assurance Maladie.

Les qualifications professionnelles attendues des techniciens affectés aux sites sont à minima un bac professionnel (ou diplôme équivalent) en maintenance industrielle avec une spécialisation à minima en CVC / Électricité / Plomberie.

Les Habilitations nécessaires à la bonne exécution des prestations sont demandées. Une expérience de terrain significative est exigée.

L'Organisme demandera la production de la preuve de ces qualifications au candidat retenu.

6-3-2 En cas de remplacement d'agent technique

Pour assurer le remplacement de l'Agent Technique permanent du site lors d'absences, 1 à 3 autres agents seront formés au fonctionnement du site et régulièrement présents tour à tour sur le site pour garantir le maintien au meilleur niveau de leur connaissance des installations.

L'Organisme autorise le Titulaire à faire appel à une aide extérieure au site, notamment lors de maintenance planifiée. Celle-ci fera partie intégrante du Marché et ne sera nullement facturable, le technicien sur site étant supposé avoir toutes les compétences requises. En cas de panne sur un équipement spécifique, le technicien devra cependant à minima émettre un premier diagnostic, écarter tout danger et assurer la continuité de l'activité de la CPAM.

6-4 Réunions

Le Titulaire ainsi que l'agent technique devront être présents aux réunions trimestrielles préalablement planifiées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Un bilan de l'activité du trimestre précédent sera établi, tel que précisé à l'article 5-6-1 du CCTP. Il sera consultable sur une plateforme, un espace client ou équivalent.

En cas d'absence injustifiée aux réunions, le titulaire sera passible de pénalités définies à l'article 10 du présent document.

6-5 Planning des opérations de maintenance

Le Titulaire s'engage à remettre un planning des opérations de maintenance. Il sera consultable sur une plateforme, un espace client ou équivalent.

Toute mise à jour de ce planning fera l'objet d'un nouvel envoi à l'Organisme.

6-6 Surveillance et conduite des installations

Le Titulaire a pour mission de surveiller et contrôler les installations, par des inspections périodiques, et de prévenir ainsi tout incident, panne ou dérèglement. Il doit assurer la continuité de service et la permanence du bon fonctionnement des installations. Toutes les missions du Titulaire seront réalisées dans le respect des obligations légales et réglementaires, avec du personnel formé et habilité. Si les installations cessaient d'être conformes à la législation en vigueur, le Titulaire en avisera la CPAM des Yvelines et proposera un devis de mise en conformité.

Si des modifications sur les installations avaient des conséquences sur les conditions de gestion technique, celles-ci feraient l'objet d'un avenant au marché.

Le Titulaire est responsable de l'organisation qu'il a mis en place, en intégrant les besoins d'astreinte et les délais d'intervention suivant les installations concernées.

Le Titulaire doit conduire et piloter les installations, avec un souci permanent d'optimisation et d'économie d'énergie, en fonction des objectifs et des contraintes liées au site.

Le personnel du Titulaire sera compétent pour utiliser les outils d'aide à l'exploitation, établir les premiers éléments de diagnostic, rétablir le fonctionnement normal des installations dans le cas de défauts mineurs, faire intervenir du personnel spécialisé en cas de besoin.

Conformément à l'article 4 du présent CCAP, le Titulaire signalera par écrit ou verbalement si urgence, à la CPAM des Yvelines, les anomalies de fonctionnement ayant ou pouvant avoir pour conséquence l'empêchement de maintenir en condition de marche normale les installations. Il agira de même pour les signes précurseurs de défaillance qu'il pourrait détecter au cours de ses visites.

6-7 Astreintes

Le titulaire est soumis à astreinte de 11h30 à 7h30, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés en totalité. Il assure un service d'urgence chargé de prendre les mesures conservatoires en cas d'avarie grave, suite à un appel de la CPAM des Yvelines ou de la société de gardiennage.

Le numéro téléphonique du service d'astreinte du Titulaire, nuits et jours fériés sera communiqué à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines qui pourra prendre contact verbal sans frais pour s'assurer du bon fonctionnement de la permanence.

Le Titulaire s'engage à intervenir dans **un délai de deux heures** après réception de l'appel de Versailles siège, en cas d'arrêt de fonctionnement d'un des équipements visés par le marché ou de fonctionnement défectueux. Le Titulaire pourra prévoir des délais plus courts dans l'acte d'engagement.

En cas d'intervention urgente non résolue avant 13h, heure de départ supposée, le titulaire s'engage à laisser en poste le technicien jusqu'à son éventuel remplacement.

Le Titulaire pourra être sollicité par la CPAM des Yvelines afin d'accompagner les sociétés de contrôle de vérifications, notamment de vérifications électriques. En conséquence, le Titulaire s'engage à se rendre disponible lors de ces interventions. Le planning sera transmis à minima 15 jours en amont par la CPAM.

Ces interventions sont incluses dans le montant global et forfaitaire précisé dans l'acte d'engagement.

Les coûts de la main d'œuvre et du déplacement sont chiffrés dans l'acte d'engagement. En cas d'intervention en dehors des heures ouvrables, la main d'œuvre sera facturée et majorée selon la législation en vigueur et sera précisée dans l'acte d'engagement.

6-8 Nettoyage des locaux techniques

Le Titulaire assurera le maintien en parfait état de propreté des locaux techniques de chaque site, en vue d'assurer la bonne conservation dans le temps du matériel existant.

Il devra procéder pour le restaurant d'entreprise à Versailles à un nettoyage par aspiration des sols et des matériels situés dans les combles.

6-9 Gestion de stock

Le Titulaire doit, à ses frais, se doter d'un stock minimum de consommables et pièces de rechange lui permettant de respecter les contraintes du présent marché, les délais d'intervention, de réparation et de taux de disponibilité des équipements.

Le Titulaire assurera la gestion permanente de ce stock minimum et la CPAM des Yvelines se réserve la possibilité de contrôler à tout moment son état.

En fin de marché, la CPAM des Yvelines pourra reprendre tout ou partie du stock de pièces de rechange, au prix d'achat du Titulaire. Cette possibilité est identique en cas de résiliation de marché.

6-10 Contrôle de l'exécution des prestations

6-10-1 Rapports d'activités

Le Titulaire apporte la preuve de l'atteinte des résultats et des performances demandées au marché. Pour cela, il remettra à la CPAM des Yvelines les documents suivants selon les périodicités indiquées :

- Un reporting trimestriel à remettre le 5 de chaque début de trimestre au plus tard (cf. article 5-6-1 du CCTP),
- Une proposition de budget de gros entretien à remettre au plus tard le 15 septembre de chaque année,

- Un rapport annuel d'activité remis le 15 janvier de chaque année au plus tard, comprenant :
 - La synthèse des rapports mensuels ramenés à l'année,
 - Un diagnostic sur le vieillissement du matériel,
 - Les propositions d'amélioration et d'optimisation des installations.

L'ensemble de ces documents seront consultables en temps réel sur la plate-forme dématérialisée.

6-10-2 Autocontrôle

Le Titulaire assurera l'autocontrôle des prestations dans le cadre de son plan d'assurance qualité conformément à l'article 6 du CCTP.

6-11 Dommages divers causés aux installations

Le Titulaire doit prendre soin des installations dont il a la charge. Il est responsable de la remise en état de toutes les installations qu'il a souillées ou détériorées.

Tout incident, intervenant sur les installations dont le Titulaire a la charge ou l'utilisation, fera l'objet d'un constat contradictoire et d'un rapport circonstancié remis par le Titulaire à la CPAM des Yvelines.

Si le Titulaire n'assure pas lui-même la remise en état de l'installation, la CPAM des Yvelines pourra se charger d'exécuter ou de faire exécuter la remise en état aux frais du Titulaire après l'en avoir informé par courrier recommandé avec accusé réception.

6-12 Présence d'autres entrepreneurs dans les locaux

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entrepreneurs dans les locaux, pas plus qu'il ne peut leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres activités.

Il n'a droit à aucune indemnité du fait des contraintes qui peuvent résulter de l'exécution simultanée des prestations de son entreprise et de tous autres travaux.

6-13 Coordination sur les installations interdépendantes

Dans le cas d'installations interdépendantes entre le Titulaire et d'autres entreprises, le Titulaire doit coordonner l'ensemble des interventions. Le Titulaire assure notamment, pour les équipements dont il a la charge, les arrêts, consignations, remise en service, vidange et remplissage des réseaux et toutes actions de conduite d'installations.

De même, pour les installations dont il n'a pas la charge, le Titulaire effectue toute démarche auprès des intervenants concernés pour obtenir arrêt ou consignation qui lui sont nécessaires.

En cas d'anomalie de fonctionnement, le Titulaire contactera les entreprises concernées et informera la CPAM des Yvelines.

6-14 Hygiène et sécurité

Le Titulaire certifie que son personnel a reçu ou recevra, avant son intervention, la formation spécifique et les habilitations nécessaires aux risques liés aux travaux exécutés sur les sites d'intervention.

Afin de garantir l'hygiène et sécurité des personnels présents sur le site, toutes les dispositions devront être prises par le Titulaire pour que, en toute circonstance, soient assurées les prestations suivantes :

- Sécurisation des biens et des personnes dans l'utilisation des installations prises en charge par le Titulaire,
- Vérification du bon fonctionnement des installations techniques,

- Respect des conditions d'hygiène et de propreté des locaux techniques dans lesquels le Titulaire est amené à intervenir,
- Respect du plan de prévention.

Dans le cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'assurer ces prestations, la CPAM des Yvelines les fera assurer aux frais et risques du Titulaire.

6-15 Plan de prévention

En application des articles R4512-2 et suivants et R4512-6 et suivants du code du Travail, une inspection sera réalisée dès la prise d'effet du présent marché en présence des interlocuteurs de la CPAM des Yvelines, du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants, afin de rédiger le plan de prévention. Celui-ci devra indiquer notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les phases d'exécution des travaux et opérations notamment en ce qui concerne les équipements électriques, de contrôle d'accès et de sécurité incendie, il explicite en particulier les moyens de prévention concernant d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autres part les circulations verticales et horizontales des engins,
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades,
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail.

Le Titulaire signalera par écrit à la CPAM des Yvelines toutes les modifications nécessaires au plan de prévention tenu à jour par le responsable du site.

6-16 Remise des clés et badges

Le personnel du Titulaire se verra remettre le nombre de clés et de badges nécessaires lui permettant d'accéder aux installations dont il a la charge. Un document « remise de clés et de badges » nominatif sera rempli par le preneur en échange des clés et des badges.

6-17 Fin de marché

En fin de marché, le Titulaire s'engage à laisser les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Au jour de la fin du marché, les locaux mis à disposition du Titulaire devront être nettoyés et vidés du matériel lui appartenant.

Un état des lieux contradictoire sera établi entre la CPAM des Yvelines et le Titulaire.

De même, le Titulaire restituera toute la documentation d'exploitation et de maintenance qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché.

Le Titulaire s'engage, pendant le dernier mois de son marché, et sans rémunération supplémentaire, à accepter la présence du personnel du nouveau Titulaire et à le guider, dans sa prise de connaissance des installations.

7. BON DE COMMANDE

Des bons de commande pourront être émis par l'Organisme afin d'exécuter les prestations définies dans le CCTP.

Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins de la Caisse primaire d'Assurance Maladie des Yvelines au moyen de bons de commande et délivrés par l'Organisme signés par la Directrice Générale ou son délégataire.

Ces bons de commande pourront être adressés au Titulaire par l'Organisme dès notification du marché. Ils seront transmis par courrier ou courriel.

Sur chaque bon de commande, les mentions suivantes devront figurer :

- La référence et le numéro de marché (n°2026.78.3.2.1.004.00.00.00)
- Le numéro et date de la demande
- La prestation souhaitée
- La quantité demandée
- La date de l'intervention
- Le lieu de livraison
- Les prix unitaires correspondants HT
- Le montant total HT

Selon la prestation demandée, d'autres mentions pourront être ajoutées.

Les bons de commande numérotés sont établis et signés par la personne de la CPAM dûment habilitée. Les bons de commande sont impérativement notifiés à son titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations, par courrier ou par courriel.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour du marché. Le Titulaire devra honorer chaque commande, sans montant minimum par commande.

En cas de demande urgente, celle-ci pourra se faire par téléphone, confirmée par écrit (courrier, mail).

8. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Lorsque l'analyse des prix est réalisée, celui-ci devient contractuel. Aussi, en cas d'erreur dans l'offre, la différence en résultant sera à la charge du titulaire.

De même, lorsqu'un Titulaire s'est déclaré exonéré de TVA en raison de son chiffre d'affaires, le montant HT est contractuel ; aussi, si sa situation évolue en cours de marché et qu'il devient assujéti à la TVA, il devra assumer cette charge durant toute l'exécution du marché.

8-1 Forme des prix

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code de la Commande Publique, le marché est traité à prix mixtes, c'est-à-dire à prix unitaires et forfaitaires, en fonction de la nature des différentes prestations :

- Sont à prix forfaitaires : Les prestations forfaitaire.
- Sont à prix unitaires : Les prestations hors forfait.

8-2 La décomposition des prix

Les prix seront appliqués aux prestations et quantités réellement exécutées.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement et le DPGF sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, les frais de déplacements, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Le Titulaire appliquera la TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

8-3 Prix initiaux

Les prix initiaux du présent marché sont indiqués dans l'acte d'engagement et le DPGF.

Il sera impossible pour le titulaire de demander une réévaluation des prix la première année du marché.

8-4 Révision des prix

Le tarif pourra être révisé annuellement, à chaque date anniversaire du marché.

Pour rappel, la date d'anniversaire correspond aux 12 avril de chaque année.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché (**P**) de la formule suivante:

$$P = P0 (0,20 + 0,60 \times (ICHTrev-TS / ICHTrev-TSt0) + 0,20 \times (PSDNR1 / PSDNR1t0))$$

Dans laquelle :

P = Prix HT révisés,

P0 = Prix initiaux établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

ICHTrev-TS = dernière valeur définitive connue au moment de la proposition de la révision de l'indice du cout horaire du travail révisé – Tous salariés (ICHTrev-TS) dans le domaine « Industries mécaniques et électriques (IME) (identifiant INSEE 001565183),

FSD1 = dernière valeur définitive connue au moment de la proposition de la révision de l'indice – Frais et services divers – modèle de référence n°1 – (identifiant INSEE 001711011).

ICHTrev-TSt0, FSD10 = Valeur des indices précités du mois de remise des offres.

Le Titulaire doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul, notamment la valeur des indices.

Par ailleurs, le Titulaire enverra le nouveau tarif des prix révisés au plus tard un mois après la date anniversaire du présent marché par courriel aux adresses électroniques suivantes :

sagi.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr
anne.daver@assurance-maladie.fr

Les nouveaux prix prendront effet à la date d'anniversaire de façon rétroactive.

8-5 L'achat des pièces détachées

Dans le cadre de la maintenance corrective, les pièces fournies lors d'une intervention seront facturées sur la base des factures fournisseurs jointes majorées d'un coefficient fixé par le Titulaire dans l'Acte d'Engagement. **Ce coefficient de revente ne pourra dépasser 20% du prix d'achat HT**

8-6 Clause de sauvegarde

Lorsque l'application de la révision des prix conduit à augmenter de plus de 5 % par an les prix initiaux soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité :

- D'appliquer une augmentation du prix limitée à 5 % par an,
- De refuser l'application de nouveau tarif et de résilier le marché pour ce motif sans que le Titulaire puisse prétendre à être indemnisé,

9. MODALITÉ DE PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURATION

9-1 Modalité de règlement

Les règlements relatifs à l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP seront effectués à terme échu.

Le mode de règlement choisi par l'Organisme est le virement bancaire sur le compte du Titulaire.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique,
- Le numéro RCS, SIRET et TVA intracommunautaire,
- Les dates de réalisation des prestations,
- Le numéro du contrat,
- Les nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées,
- Le taux de TVA applicable,
- La désignation de l'acheteur et son SIRET,
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique, dans les conditions prévues par les Articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous format dématérialisé. Toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par la suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM des Yvelines informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner le champ suivant dans l'outil :

- Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM des Yvelines en tant que destinataire de la facture : 323532267 00057

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Les retenues dont le Titulaire serait redevable, au titre des pénalités prévues à l'article 10 du présent document, seront déduites du montant TTC de ses factures.

9-2 Délais de paiement

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

9-3 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- **IM** : Montant des intérêts moratoires
- **M** : Montant TTC de la demande de paiement
- **Taux IM** : Taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- **J** : Nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- **F** : Forfait de 40 € de frais de recouvrement

10. LES PÉNALITÉS

Le Titulaire du marché a une **obligation de résultat**. **Seules les prestations réellement effectuées donnent droit à paiement.**

L'ensemble des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP déroge à l'Article 14 du CCAG / FCS.

Les pénalités seront appliquées sans la mise en demeure préalable du titulaire pour l'ensemble de la durée du marché.

Les pénalités seront déduites des factures que présenteront le ou les Titulaires ou remboursées par virement bancaire à l'Organisme.

La CPAM des Yvelines est seule compétente pour déterminer les sanctions financières mentionnées dans le présent article.

Les pénalités financières sont présentées dans le tableau ci-dessous :

MOTIF	MONTANT
Pénalité générale pour non-respect des conditions du marché	50 € par heure, 100 € par jour de retard, de constat, ou infraction
Non-respect de la permanence	200 € par heure de retard
Non-respect des délais d'intervention	200 € par jour de retard
Non-respect du délai de mise à disposition du matériel de rechange en cas de panne	200 € par jour de retard
Non-respect des délais de réparation sauf justification telles que pièces particulières	200 € par jour de retard
Non remise dans les délais impartis des documents d'exploitation	200 € par jour de retard
Non-respect du planning de maintenance préventive	300 € par infraction

Non remise du rapport hebdomadaire (article 5 du CCTP)	300 € par infraction
Inventaire – état des lieux non remis à temps (article 4-1 du CCTP)	300 € par semaine de retard
Taux mensuel de disponibilité des installations non atteint	500 € par constat
Sous-traitant non déclaré	3000 € par infraction constatée
L'absence de réponse du titulaire pendant une période d'une semaine malgré les relances	50 € après la dernière mise en garde puis 25 € par jour ouvré de retard après avertissement préalable par courriel
L'absence du titulaire lors des réunions de suivi des prestations	300 € par absence

La CPAM des Yvelines rappelle que les pénalités visent principalement à dissuader les comportements négligents et à favoriser la bonne exécution des prestations objet du présent marché. L'utilisation de ces pénalités ne sera pas systématique et sera envisagée en dernier recours, après avoir tenté de résoudre les différends à l'amiable.

L'intention de l'Organisme est de privilégier la collaboration et le dialogue, en visant à maintenir une relation de confiance et de bonne foi avec le titulaire. Ainsi, l'application de ces pénalités ne devra pas être perçue comme un objectif en soi, mais plutôt comme un outil de dernier ressort pour garantir les engagements pris par le titulaire.

11.ASSURANCE

Le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

A ce titre, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou à l'Organisme à l'occasion des interventions.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus. Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation.

12.CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-FCS des clauses environnementales peuvent être introduites pour fixer des obligations en matière de transport, d'emballage et de gestion des déchets.

Le titulaire devra donc disposer :

- D'une flotte automobile limitant l'impact Carbone ;

- De produits limitant l'impact environnementale ;
- D'une gestion des déchets conformes à la réglementation en vigueur avec notamment de l'utilisation de la plateforme de Gestion des déchets Trackdéchets.

En cas de non-respect de cette clause, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités.

13. RÉUNION DE DÉMARRAGE DU MARCHÉ

Une réunion de démarrage aura lieu avec le Titulaire à la demande de l'Organisme. La date de la réunion sera fournie dans les meilleurs délais après concertation entre la CPAM des Yvelines et le Titulaire du marché par le pouvoir adjudicateur.

Elle réunira au minimum :

- Un ou plusieurs représentant du Titulaire,
- Le Représentant du Département Logistique de la CPAM des Yvelines,
- Un ou deux représentants du Service Achats de l'Organisme,
- Un ou deux représentants du Service Marchés et Assurances de la CPAM des Yvelines,
- Les responsables d'immeubles concernés par le marché,

Au cours de cette réunion les points suivants pourront être abordés :

- Désignation de l'interlocuteur privilégié de la CPAM des Yvelines et du Titulaire pour le suivi de la prestation.
- Accord sur le formalisme des documents

Ces listes ne sont pas exhaustives.

14. RÉUNION DU SUIVI DES PRESTATIONS

Les parties peuvent convenir de se réunir, à un jour et une heure prévue à l'avance afin d'échanger sur l'exécution des prestations définies dans le présent marché.

L'objectif de ces réunions sera de faire le point sur les avancées, les éventuels obstacles rencontrés et de prendre l'ensemble les décisions nécessaires pour garantir la qualité et la bonne réalisation des prestations définies dans le CCTP.

Chaque partie s'engage à participer activement à ces réunions et à fournir toutes les informations nécessaires pour permettre un suivi efficace de la prestation.

Les parties auront la possibilité de réclamer des réunions d'urgence dans le cas de problème rencontré durant l'exécution des prestations.

À défaut de la participation du Titulaire aux réunions ou d'un silence constaté malgré de nombreuses relances par courriel ou appel téléphonique, des pénalités seront appliquées, conformément à l'article 10 du CCAP.

15. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le Titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>), remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

Le Titulaire veillera en particulier à ce que ses éventuels sous-traitants respectent l'ensemble des termes du présent marché ainsi que le plan de prévention défini à l'article 6-15 du présent document.

16. DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Toutes les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euro restera inchangé en cas de variation de change.

17. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif. Les coordonnées des représentants du Titulaire et de l'Organisme seront notés dans l'acte d'engagement.

De plus, les parties s'engagent à actualiser leurs coordonnées et à en informer l'autre partie dans les plus brefs délais.

18. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution de la prestation par le Titulaire, la CPAM se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

Les prestations concernées par cet article sont les prestations qui, par leur nature, ne peuvent subir aucun retard.

Il s'agit des prestations suivantes :

- Remise en route du chauffage ;

- Contrôles des climatisations ;
- Les interventions d'entretien mentionnées aux annexes du CCTP.

En cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire, la CPAM se réserve également le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

19. RÉSILIATION

Outre les cas prévus aux Articles 38 à 45 du C.C.A.G / F.C.S, le marché pourra être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la remise des candidatures et des offres,
- En cas d'inexécution de ses obligations par le Titulaire, dans les conditions dans le CCP et dans l'acte d'engagement.
- En cas de non-respect des dispositions de Articles D.8222-5 du Code du Travail qui fait obligation de produire tous les six mois, pendant la durée d'exécution du marché.

Une mise en demeure préalable à la résiliation du marché rappelant au titulaire ses obligations en la matière lui sera adressée par lettre recommandée.

Outre les cas de résiliation mentionnées ci-dessus, l'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement, notamment lorsque le pouvoir adjudicateur a l'obligation d'intégrer un marché mutualisé (national ou régional) portant sur l'objet du présent marché.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et services, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

20. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour tout litige résultant du présent marché, les deux parties font attribution de juridiction.

Pour tout référé ou litige contentieux résultant du présent accord-cadre, les deux parties font attribution de juridiction au Tribunal Judiciaire de Versailles, sis à l'adresse suivante :

Tribunal Judiciaire de Versailles
5, Place André Mignot
78011 Versailles Cedex
Téléphone : 01 39 07 39 07
Courriel : tj1-versailles@justice.fr

Voici les dispositions du CCAG applicables en cas de litiges :

- **Règlement à l'amiable**
Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Mémoire en réclamation**
Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de notification de la décision**
Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage**
Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de réclamation**
Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

21. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 10 du présent C.C.A.P déroge à l'article 14 du C.C.A.G / F.C.S concernant l'application des pénalités.

L'article 19 du présent C.C.A.P. déroge à l'Article 42 du C.C.A.G / F.C.S concernant l'indemnisation suite à une résiliation pour motif d'intérêt général.

FAIT EN UN SEUL ORIGINAL. A VERSAILLES, LE

Mention manuscrite "Lu et Approuvé"

Signature et Cachet

ANNEXE 1 DU CCAP
LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Pièce annexée intitulée « ANNEXE 1 DU CCAP »

ANNEXE 2 DU CCAP
CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pièce annexée intitulée « ANNEXE 2 DU CCAP »